

Le revenu universel est-il de retour ?

Jean-Marie Harribey

14 mars 2019

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2019/03/14/le-revenu-universel-est-il-de-retour>

Le mouvement des Gilets jaunes a mis au centre du débat politique de fond la question du niveau de vie décent auquel chacun a droit. La réponse du pouvoir macronien est une imposture à plusieurs titres. Elle maintient l'exonération importante des riches en supprimant l'ISF remplacé par l'IFI, elle sort les revenus du capital du barème progressif de l'impôt sur le revenu pour les imposer au taux unique de 30 % (ce qu'on appelle la *flat tax*), et elle projette de ramener le taux d'imposition sur les bénéficiaires de sociétés à 25 %, puis à 20 %, le rapprochant ainsi des taux réels payés par les entreprises, bien inférieurs au taux légal en raison de multiples niches fiscales et autres exemptions.¹

Dans le même temps, le gouvernement cherche à économiser 1,3 milliard sur le dos des chômeurs en modifiant les règles de l'assurance chômage, et, pour les salariés, il a remplacé la hausse du Smic par un supplément de la prime d'activité, mais que ne toucheront pas tous les salariés au niveau du Smic ! Pour couronner le tout, il a toujours en tête de fusionner les minimas sociaux en un « revenu universel d'activité », mais qui serait conditionné à une recherche d'emploi, sans possibilité de refuser plus de deux offres d'emploi.²

Il n'en fallait pas davantage pour que, un peu partout, certains exhument la proposition de revenu universel, passée un peu aux oubliettes après les incohérences des slogans en sa faveur pendant la campagne présidentielle il y a deux ans.³ Le cocasse est que, bien qu'on n'ait pas entendu les Gilets jaunes exprimer une demande en ce sens, celle de revenu universel leur est imputée, au moins implicitement.

« Le revenu universel, une idée neuve en Europe » titre *Le Monde* du 10 et 11 mars 2019 dans sa page « Idées », en ne donnant la parole qu'aux partisans d'une idée vieille de cinq siècles, mais réactivée à l'époque du capitalisme mondialisé en crise.

Fidèle à sa problématique, le Mouvement français pour un revenu de base (MFRB), continue de délégitimer l'emploi salarié pour monétariser les activités accomplies bénévolement⁴. Ce qu'approuve aussi Martine Alcorta qui veut favoriser l'entrepreneuriat « dans un monde du travail en pleine mutation »⁵. Sans rien dire bien sûr du financement de

¹ Selon l'Institut des politiques publiques : 23,7 % pour les PME, 20,5 % pour les entreprises de taille intermédiaire, et 17,8 % pour les grandes entreprises. Voir Élise Barthet, « Impôt des sociétés : l'écart se réduit en France », *Le Monde*, 12 mars 2019.

² Voir un précédent texte sur ce blog, « Être pauvre en Macronie », 18 septembre 2018, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/09/18/etre-pauvre-en-macronie>.

³ Voir les nombreuses contributions sur ce sujet, notamment :

- Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), *Contre l'allocation universelle*, Montréal, Lux éditeur, 2016, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/repenser-travail.pdf>.
- Jean-Marie Harribey, « Un revenu d'inexistence sociale ? », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 11, 2017, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/revenu-nrt.pdf>.
- Les Économistes atterrés et la Fondation Copernic (J.-M. Harribey et C. Marty, coord.), *Faut-il un revenu universel ?*, Éd. de l'Atelier, 2017.
- S. Treillet, « Revenu d'existence, une nouvelle piste pour les politiques néolibérales », *Les Possibles*, n° 11, Automne 2016, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-11-automne-2016/dossier-le-travail-en-question-s/article/revenu-d-existence-une-nouvelle-piste-pour-les-politiques-neoliberales>.

⁴ Sous la plume de Chloé Bonifas, Camille Lambert et Nicole Teke (MFRB), « Le revenu de base est passé de l'utopie philosophique à une possibilité concrète », *Le Monde*, 12 mars 2019.

⁵ Martine Alcorta, « Démocratiser le mérite », *Le Monde* du 12 mars 2019.

ce revenu, alors que le MFRB nous promet de conserver la protection sociale dans toute son ampleur.

Encore mieux, si l'on peut dire, selon le président de l'Association intergénération pour le capital universel (AICU), au lieu d'un revenu universel, on pourrait attribuer aux personnes situées dans les trois premiers déciles de la distribution des patrimoines un « capital universel », une sorte de patrimoine universel, grâce à une avance par l'État pour acheter le logement social qu'elles occupent.⁶ On s'étonne, que, après une référence à Marx, l'auteur ne dise rien de la transmission des patrimoines par héritage, c'est-à-dire de la propriété. On est toujours dans le mantra libéral : tous propriétaires !

Marc de Bastiat, président de l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE), tire le bilan de l'expérience finlandaise, dans laquelle 2000 personnes tirées au sort ont reçu, de 2016 à 2018, 560 euros par mois. L'expérience a été arrêtée. Car elle n'a pas permis à la plupart des bénéficiaires de retrouver un emploi. Et pour cause ! Elle ne peut en elle-même engendrer aucun emploi nouveau.

La preuve est donc faite que la fin de l'exclusion sociale ne peut être attendue du revenu universel. Il n'est que la figure de l'impasse sociale du capitalisme contemporain qui sacrifie la condition du travail à la valeur pour l'actionnaire. On ne sortira pas de cette contradiction sans poser le problème de la centralité du travail vivant⁷ dans la société, en lien avec la remise en cause du mode de production capitaliste dégradant la condition au travail et dévastant la nature.

⁶ Denis Consigny, « Réduire avant tout la fracture patrimoniale », *Le Monde*, 12 mars 2019.

⁷ J.-M. Harribey, « La centralité du travail vivant », *Les Possibles*, n° 14, Été 2017, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/centralite-travail-vivant.pdf>.